RDC : plus de 150 présumés rebelles burundais menacés d’extradition

RFI, 24-01-2017 Plus de 150 présumés rebelles burundais sont menacés d’extradition. Ils sont détenus depuis un an en RDC où ils ont été arrêtés. Ils sont accusés d'avoir tenté de mener des actions armées au Burundi. De source officielle congolaise, on apprend que le mécanisme conjoint de vérification de l’organisation sous régionale aurait été saisi. La Monusco dit pour sa part ne pas être associée à cette opération. [Photo : Une quarantaine de présumés rebelles burundais arrêtés à Uvira, ont été présentés à la presse en janvier 2016]

L’affaire avait fait grand bruit fin 2015/début 2016. RFI avait notamment eu accès à ces présumés rebelles burundais munis de cartes d’électeurs congolaises flambant neuves qui disaient avoir été recrutés dans des camps de réfugiés au Rwanda. Ces individus, plusieurs dizaines, étaient détenus à Uvira, certains transférés à Bukavu ou encore à Kinshasa. Kigali avait démenti, mais le groupe d’experts des Nations unies avait confirmé ces informations. Une source militaire congolaise affirme que ces présumés rebelles burundais sont aujourd’hui indésirables sur le sol congolais. « Nous sommes fatigués de garder des étrangers chez nous », explique un haut gradé. Référence sans doute également aux rebelles sud-soudanais cantonnés par la Monusco au Nord-Kivu. L’extradition devait avoir lieu ce mardi 24 janvier ou demain, mais le gouverneur de la province a décidé de reporter son voyage pour laisser le temps aux enquêteurs du mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL de faire leur travail, c’est ce qu’on a appris de source officielle congolaise. A Uvira, des activistes parlent néanmoins de l’arrivée d’une délégation du gouvernorat et tirent la sonnette d’alarme. L’appui de la Monusco aurait été sollicité. « Nous ne sommes pas associés », répliquent plusieurs sources onusiennes. Cette affaire inquiète, en tous cas, les défenseurs des droits de l’homme de la région comme étrangers qui estiment que ces présumés rebelles pourraient être maltraités ou même tués dans leur pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});